Zeitschrift: Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française

Herausgeber: Le messager suisse

Band: 32 (1986)

Heft: 4

Rubrik: Chronique fédérale

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Chronique fédérale

par Martine Lamunière

Ecologie, quand tu nous tiens ! Les Chambres fédérales verdissent à vue d'œil et la plupart des parlementaires qui ne juraient il y a quelques mois encore que par l'automobile sont prêts aujourd'hui à étudier toutes les propositions « raisonnables ». La preuve : le Président de la Confédération Alphons Egli, le plus « écolo » de nos conseillers fédéraux, a pu inaugurer le Salon de l'Auto de Genève sans se faire lyncher. Il s'y est même fait applaudir...

En adoptant au début de la session de printemps l'essentiel du programme de politique coordonnée des transports proposé par le Conseil fédéral, le Conseil national a montré qu'il pariait définitivement sur les transports publics. Et les C.F.F., qui par ailleurs commencent à perdre moins d'argent, ne peuvent que se réjouir de la sympathie toute nouvelle que leur témoignent les élus du peuple. Se réjouir et en profiter puisqu'ils viennent d'annoncer toute une série de mesures qui devraient notamment encourager les pères de famille à laisser leur voiture au garage et à prendre le train au moins le week-end : les enfants voyageront gratuitement jusqu'à 16 ans et à prix réduit jusqu'à 25 ans.

Bien sûr, tout cela coûtera cher aux caisses fédérales et l'on sait combien les Suisses sont intraitables sur le chapitre de l'équilibre des finances publiques. Le Ministre des Finances Otto Stich croyait avoir trouvé la solution-miracle : profitant de la baisse très substantielle du prix du pétrole sur le marché mondial, il réussit à convaincre ses collèges du Conseil fédéral d'imposer de nouvelles taxes à l'importation de mazout, de gaz et à prélever un petit supplément sur l'essence. Ces impôts nouveaux, substantiels eux aussi, auraient du passer plus ou moins inaperçus dans l'euphorie du contre-choc pétrolier que vit aujourd'hui le monde industrialisé. Hélas ! C'était oublier que les contribuables helvétiques n'aiment pas qu'on les prenne par surprise et qu'ils avaient perdu l'habitude de voir un Conseil fédéral aussi décidé. La levée de boucliers a été massive et il est très possible que les Chambres refusent le tout lorsqu'elles devront se prononcer en juin. Mais la manne qui sera tombée dans les caisses fédérales et qui s'élèvera sans doute alors à plusieurs centaines de millions, restera acquise et cela sera toujours ça de gagné sur le déficit de la Confédération.

Là où l'affaire devient moins drôle, c'est lorsque M. Otto Stich annonce, la voix brisée et les larmes aux yeux, qu'il a reçu des lettres le menaçant de mort. Ne supportant pas de payer leur essence deux centimes plus cher ou de voir leur facture de mazout augmentée de quelques dizaines de francs par an, des imbéciles lui annoncent qu'il connaitra bientôt le sort réservé à Olof Palme.

Ce n'est certes par la première fois qu'un conseiller fédéral est menacé. Mais il est rare qu'il en fasse état publiquement. Et si les autorités répondent toujours, d'un ton extrêmement assuré, que la surveillance exercée sur nos ministres est discrète mais efficace, il suffit de passer quelques heures à Berne pour se voir confirmer ce qui n'est qu'un secret de polichinelle : nos conseillers fédéraux continuent de vivre, de se promener, de se rendre au restaurant comme M. ou Mme Tout le Monde. En refusant obstinément d'écouter ceux qui leur disent que le monde a changé.